Solidaires Finances Publiques 77
SYNDICAT NATIONAL
Section de la Seine-et-Marne

N°13 - Février 2023

LE JOURNAL DE LA SECTION SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES SEINE ET MARNE

Édito

Début d'année : Janvier de Folie !

Nul besoin d'avoir une boule de cristal ou d'être un médium pour prévoir qu'en janvier 2023 la mobilisation sociale allait être au rendez-vous. En effet, avant même l'annonce du projet de réforme des retraites par la 1ère Ministre le 10 janvier dernier, l'ensemble des organisations syndicales de salariés avait affirmé, lors des rencontres préalables, leur opposition au report de l'age de départ à la retraite à 64 ans ainsi qu'à l'augmentation de la durée de cotisations.

Le gouvernement Macron-Borne n'a eu de cesse de faire la sourde oreille et a décidé malgré tout d'imposer leur réforme injuste et inégalitaire.

Des alternatives existent pour résoudre le déficit projeté de 12 milliards d'euros en 2027 (3 % des dépenses de retraites par an), par exemple : la fin des exonérations de cotisations sociales patronales, l'augmentation des cotisations sociales patronales de 0,8 %, l'augmentation des salaires, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

La question des retraites est un choix économique et de société. Elle est une question de répartition des richesses pour plus de justice et d'égalité.

À l'échelle nationale et interprofessionnelle, la tonalité est donnée, les salariés, fonctionnaires, étudiants, lycéens, chômeurs, retraités… n'ont d'autres choix que de se mobiliser pour le rejet de cette réforme.

Ne faisons pas de cette mobilisation le titre d'un hiver. Faisons-en un tube pour toutes les générations !

Pour qu'elle rencontre le succès que nous attendons, nous devons toutes et tous y participer. Faire reculer ce gouvernement c'est possible, dans l'unité la plus large comme nous le démontre-l'intersyndicale interprofessionnelle où l'ensemble des organisations syndicales de ce pays appelle à se mobiliser, à être en grève et à manifester.

Ne lâchons rien et luttons pour gagner !

Dans le même temps, la DGFiP et la DDFiP 77 trouvant peut-être cette rythmique trop monotone, accélère de son côté le tempo.

En premier lieu, le flop de l'application Mouv'Rh a entraîné un délai raccourci des demandes de mutations nationales. Solidaires Finances Publiques 77 a su être réactif et répondre aux sollicitations des agents en assurant des permanences, répondant aux appels, et accompagnant les agents dans l'élaboration de leurs demandes.

En second lieu, les instances se sont succédées avec 4 groupes de travail : sur la restauration collective, l'arbre de Noël, les nouveaux espaces de travail sur le SGC de Melun et Trésorerie des Hôpitaux du Sud 77 et la réhabilitation de la cité administrative de Melun auxquels il faut ajouter un Comité Départemental de l'Action Sociale 77 ainsi que le 1er Comité Social d'Administration Local.

Lors de chacune des instances, toute l'équipe de Solidaires Finances Publiques 77 s'est particulièrement investie et a porté le revendicatif, défendu les droits des agents ainsi que le service public. Vous pouvez retrouver tout cela au travers de nos liminaires et comptes-rendus pour chacune des instances.

Enfin, les militantes et militants de Solidaires Finances Publiques 77 ont également activement couvert l'ensemble du département afin de relayer les différents appels à la grève.

Le résultat des élections professionnelles a donné aux militants de la section Solidaires Finances Publiques 77 la légitimité et la force pour répondre présents face à cette cadence effrénée. Grâce à vous, nous sommes présents partout.

Pour nous encourager à poursuivre notre activité et matérialiser votre soutien à Solidaires Finances Publiques, engagez-vous à nos côtés et adhérez à Solidaires Finances Publiques.

Notre organisation syndicale ne pourrait exister sans ses adhérentes et adhérents. Adhérer c'est permettre d'intensifier la présence de Solidaires Finances Publiques sur le terrain, c'est rendre plus fort notre syndicat face à la DDFiP et à la Direction Générale, c'est légitimer notre syndicalisme et ses valeurs, c'est nous donner les moyens de mieux vous défendre et d'être proche de vous.

En cette période dense, la section Solidaires Finances Publiques 77 a tenu ce rythme intense , rencontré les agents, représenté et revendiqué (*ce fameux RRR !!*) et s'est mobilisé.

C'est cette musique qui forme notre ADN et que nous entendons bien poursuivre avec votre soutien.

Flex-office à Melun : Pas de dialogue possible !!

Le 27 janvier 2023, les organisations syndicales étaient conviées à une réunion d'échanges sur l'aménagement des espaces du SGC de Melun et de la Trésorerie Hospitalière implantés à la Cité administrative. Ouvert au dialogue social, Solidaires Finances Publiques 77 a participé à cette réunion, dans le but d'échanger sur le sujet avec la Direction et non pour servir de caution à l'administration dans ce projet. Vous trouverez sur notre site local le compte rendu de cette réunion.

Lors de cette réunion, la Direction nous informe qu'elle ira au bout ce projet. Que les agents ou les organisations syndicales soient d'accord ou non ne semble pas avoir d'importance aux yeux de notre Directrice.

S'en est suivi une autre réunion d'information à la Préfecture le lundi 30 janvier relative à la réhabilitation et à la rénovation de la cité administrative de Melun. Cette réunion n'était pas sans lien avec l'installation du Flex Office…

Réhabilitation/rénovation de la Cité à Melun : pas sans contrepartie…

Vieux sujet que celui de la réhabilitation/rénovation de la Cité administrative à MELUN. Souvenez-vous. À l'origine, la préfecture s'était vue octroyer une enveloppe de 18 millions d'euros afin de procéder à la rénovation de la cité administrative de Melun. Le projet a rapidement été abandonné après un changement de Préfet qui lui, préférait un déménagement à l'ancien hôpital. Trop coûteux (entre 80 et 90 millions d'euros), ce projet a été retoqué. Retour donc à la case départ. Le 9 septembre 2022, la Préfecture nous a réuni et présenté 3 scenarii pour la rénovation de la cité administrative. C'est le plus ambitieux avec près de 40 % d'économies d'énergies qui a été retenu pour que le dossier soit présenté au Conseil de l'Immobilier de l'État (CIE). Aucune contrepartie n'était exigée aux dires du Préfet, notamment s'agissant de la densification des espaces de travail.

Ainsi donc, le 30 janvier, les organisations syndicales de l'ensemble des Administrations occupant la cité ont été conviées à une nouvelle réunion. Ce jour-là, nous y avons appris que le dossier de la cité administrative de Melun demeurait un dossier prioritaire et était soutenu par le Préfet de Région, mais qu'en l'état, le dossier avait été retoqué, car perfectible : trop long dans le temps, pas assez ambitieux et densification insuffisante. Il est donc demandé à la Préfecture d'établir un projet avec une mise en œuvre plus rapide, une meilleure estimation des coûts et une amélioration des performances énergétiques avoisinant les 50 %. Il est également demandé aux administrations de procéder à une densification du site et de tenir compte de l'impact du déploiement du télétravail. La DDFiP 77 s'est enorgueillie à cette réunion pour préciser qu'elle menait un projet de flex-office pour un de ses services. Si les autres administrations n'ont pas de tels projets, elles indiquent y réfléchir également pour certaines de leurs équipes. La préfecture n'écarte pas la possibilité d'intégrer de nouveaux services, ou réorganiser et rapprocher certaines équipes disséminées.

Les règles sont posées. Les Directions doivent présenter leur dossier au préfet d'ici 3/4 mois avec une densification de leur espace, une projection à 5 ans de leurs effectifs et leurs besoins immobiliers.

Solidaires Finances Publiques 77 interpelle la DDFiP 77 dès maintenant pour connaître ses intentions. Il veillera à ce que ses projets ne dégradent ni les services publics, ni les conditions de travail des agents.

TP Amendes : la sécurité prime

Lors du dernier CSAL, l'un des sujets à l'ordre du jour consistait à supprimer l'accueil physique à la TP Amendes. Cela va à l'encontre des revendications de Solidaires Finances Publiques.

Cependant, de nombreuses agressions ont eu lieu ces derniers mois : agressions contre les vitrines ou portes de la TP Amendes, agressions contre les agents, agressions des usagers entre eux dans les files d'attente, agressions contre les riverains habitant le même immeuble, sans oublier le trafic de tickets de prioritaires. En bref, la Bérézina…

Solidaires Finances Publiques 77 approuve la fermeture de l'accueil avec de telles conditions. Cependant, nous avons demandé des locaux adaptés et des moyens humains pour permettre la réouverture de l'accueil physique dans des conditions respectueuses des usagers et pour plus de sérénité pour les agents.

Pour Solidaires Finances Publiques 77, l'accueil physique est une mission noble de la DGFiP qu'il ne faut pas négliger faute de moyens.

Fin du NRP : la tournée des grands-ducs.

Il suffit de regarder ULYSSE 77 pour se rendre compte que la DDFiP était partout pour boucler le NRP.

La tournée 2023 a inauguré la Trésorerie des Hôpitaux du Sud Seine-et-Marne à Melun, le SGC de Fontainebleau et le regroupement des SIE à Roissy. De nouvelles plaques, un coupé de ruban et de belles photos pour des réorganisations qui vont à l'encontre des services de proximité et qui conduisent à l'industrialisation des tâches pour les agents.

Les services de la logistique ont également eu du « pain sur la planche ». En plus des déménagements occasionnés par ces restructurations, ils ont été sollicités par toutes ces inaugurations en grandes pompes, ces galettes ou autres petits déjeuners.

À Solidaires Finances Publiques 77, on ne peut que constater que tous les agents de la DDFiP se démènent pour que tout se déroule au mieux. Il est regrettable que la DDFiP ait loupé l'occasion de montrer un minimum de reconnaissance en offrant une journée aux agents pour le pont de 19 mai 2023, demande formulée par Solidaires Finances Publiques 77.

Dialogue Social : réalité ou case cochée ?

Lors de notre rencontre du 13 juin 2022 avec notre Directrice qui était alors nouvellement arrivée sur notre Direction, celle-ci nous avait indiqué être ouverte à un dialogue social de qualité et avait même précisé que ces dernières années plus de marges de manœuvre étaient données aux directions locales.

8 mois plus tard, Solidaires Finances Publiques 77 peut déjà dresser certains constats et percevoir que nous n'avons pas la même conception du dialogue social.

Si pour notre Directrice, le dialogue social de qualité se traduit par le nombre de réunions tenues, pour Solidaires Finances Publiques 77 nous attendons une relation de confiance en toute transparence, une écoute et une prise en compte de la parole des représentants des personnels élus.

Le CSAL et la dernière réunion sur le flex-office ont été révélateurs : pour notre Directrice le dialogue social ne représente qu'un passage obligé.

Même sur des sujets locaux (exemples : ponts naturels, flex-office), nous n'avons pas eu l'occasion de voir les dites marges de manœuvres laissées en local, tout du moins celles laissées au bénéfice des agents.

Solidaires Finances Publiques 77 ne lâchera rien pour faire entendre la voix des agents. Nous espérons surtout que la qualité des échanges se traduira par une réelle écoute et prise en compte de nos demandes. La DDFiP dispose-t-elle de marges de manœuvre ou déroule-t-elle seulement les orientations nationales ?

Ne nous laissons pas voler nos retraites !

Les 19 et le 31 janvier, 7, 11 et 16 février par la grève et les manifestations les salariés, fonctionnaires, chômeurs, lycéens, retraités… ont montré très massivement leur rejet de la contre-réforme des retraites. Des manifestations ont eu lieu sur l'ensemble du territoire.

En Seine-et-Marne plusieurs manifestations ont eu lieu à Melun, Nemours, Meaux, Coulommiers, des retraites au flambeau…

Solidaires Finances Publiques 77 à Melun

Manifestation aux flambeaux à Nemours

Depuis le début du débat parlementaire sur les retraites, le gouvernement ne cesse de répéter qu'il n'y aurait aucune autre alternative que de reporter l'âge légal de départ et d'accélérer la durée de cotisation, pour « sauver » notre système par répartition. Pour nous le prouver, des montants à 10 chiffres sont jetés en pâture à l'opinion publique. Cette dramatisation à grand renfort de milliards n'est pas nouvelle, elle avait déjà été employée pour les précédentes réformes sur les retraites. Aujourd'hui cet argument ne passe plus. Il n'y a plus de résignation chez les salarié·es.

Un déficit oui mais maîtrisé

Un déficit conjoncturel est bien prévu d'environ 10 milliards en euros constants à partir de 2027. Sur 10 ans, les déficits cumulés représenteraient 88 milliards et 315 milliards sur 25 ans. Rappelons tout de même que, depuis son élection en 2017, Emmanuel Macron a réduit les impôts de près de 100 milliards d'euros.

Ce déficit s'aggravera sensiblement entre 2023 et 2032 avec entre autres la prévision d'un gel de l'emploi des fonctionnaires et d'une stagnation des rémunérations indiciaires conduisant à une perte de pouvoir d'achat de 10,75 %. Ce déficit ne vient pas de nulle part. Il est la conséquence d'une érosion des recettes et en particulier la multiplication des exonérations des cotisations sociales. En 2021,l'exonération des seules cotisations sociales vieillesse s'élevait à 15,7 milliards d'euros.

À partir de là trois solutions :

- Accepter le déficit qui sera absorbé et résorbé par les excédents antérieurs ou futurs ;

- Diminuer le montant des dépenses des retraites en retardant l'âge légal de départ par exemple ;

- Augmenter les recettes allouées au financement des retraites.

De l'argent il y en a pour financer nos retraites, aux finances on sait ça !

Derrière la question du financement des retraites, c'est bel et bien la question de la répartition des richesses qui est posée. Des solutions existent pour combler le déficit provisoire et pour envisager une réforme ambitieuse pour améliorer le système existant :

	Recettes possibles
Supprimer les exonérations de cotisations sociales vieillesse	15 milliards d'€ par an
Ponctionner le fond de réserve des retraites	1,5 milliard d'€ par an
Augmenter les cotisations sociales patronales de 0,8 %	12 milliards d'€ par an
Introduire une cotisation sociale sur les dividendes avec un taux de 28 %	25 milliards d'€ par an
Rétablissement de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune (ISF)	3,2 milliards d'€ supplémentaires
Augmenter le niveau général des salaires	
Égalité salariale entre les femmes et les hommes	5 milliards d'€
Total	**61,7 milliards**
Estimation de manque de recettes sur 10 ans	**88 milliards**

Ces quelques pistes visent à souligner qu'il existe de nombreux moyens de faire face à une dégradation conjoncturelle de l'équilibre financier du système des retraites. D'autres choix sont possibles sans mettre en péril notre économie !

Plus que jamais maintenons la pression en se mobilisant.

Dès le 7 mars comme sur l'ensemble des secteurs mettons à l'arrêt la DGFIP.

Pour nos retraites, agissons pour une meilleure répartition des richesses !

64 ans c'est toujours non !

La vie du syndicat

Solidaires Finances Publiques confirme une nouvelle fois sa 1ère place à la DGFiP et au ministère.

Tout au long de ces années, nous avons développé un syndicalisme d'adhérents marqué par la proximité et la technicité. Un syndicalisme réactif qui sait aussi être à l'écoute au plus près de tes préoccupations.

C'est notre force et nous la mettons au quotidien au service de nos adhérents et plus globalement au service de la défense individuelle et collective de l'ensemble des agentes et agents de la DGFiP. Oui, nous répondons toujours présent pour te défendre, t'aider, t'informer, assurer la représentation individuelle et collective de toutes et tous.

Notre syndicat est aussi un syndicat de combats. Nous refusons d'accompagner la destruction de nos missions de service public et de cautionner l'éclatement du réseau.

Solidaires Finances Publiques continuera de porter une DGFiP renforcée, de revendiquer la justice fiscale, sociale et environnementale !

La campagne d'adhésion à notre organisation syndicale débute. L'adhésion peut se faire en payant en ligne avec une carte bancaire directement sur notre site national ou auprès de l'une ou de l'un de nos correspondantes et correspondants.

Tu peux payer en plusieurs fois y compris en ligne.

SECTION :

Bulletin d'adhésion 2023

Coupon à remettre à ton correspondant accompagné du règlement

Solidaires Finances Publiques

IDENTIFIANTS

N° DGFiP (6 chiffres) ..... **N° ANAIS** (10 chiffres) .....

NOM d'usage _____ **Prénom** _____

NOM de naissance _____ **Date de naissance** ...../...../.....

Cadre : ..... **Grade :** ..... **Echelon :** ..... **Indice :** .....

Montant de la cotisation → [ ] **Temps partiel** ..... %

Informations professionnelles

Service : _____

Site : _____

@ _____

☎ _____

Ces informations sont obligatoires

Informations personnelles

Adresse perso : _____

_____

@ _____

☎ _____

Ces informations sont facultatives, tu pourras les modifier dans ton profil sur solidairesfinancespubliques.org

Je souhaite recevoir des informations par mail ..... **OUI** ☐ **NON** ☐ **Signature :**

Je souhaite adhérer à Solidaires Finances Publiques ..... **OUI** ☐ **NON** ☐

Solidaires Finances Publiques 77 :

par mail :
solidairesfinancespubliques.ddfip77@dgfip.finances.gouv.fr

Par téléphone :
Laureen GABORIT : 06.14.26.81.75 ou Guillaume LEFIER : 06.58.63.21.24

Sur internet :
Notre site local : https://sections.solidairesfinancespubliques.info/770/
Facebook : solidaires finances publiques 77

Pour adhérer en ligne :